

BANQUE

Les collaborateurs de Natixis ont été informés du montant de leurs rémunérations variables. Elles s'établissent à 90 millions d'euros, en baisse de 60 % sur l'an passé. Une somme qui ne devrait pas manquer d'alimenter la polémique.

Natixis a versé 90 millions d'euros de bonus à ses traders

Natixis a versé environ 90 millions d'euros de bonus à ses traders pour le compte de 2008. La somme, évoquée hier par « L'Agefi », est confirmée par plusieurs sources internes. Les collaborateurs de Natixis ont été informés hier du montant de leurs rémunérations variables (bonus, primes d'objectif...), qui s'établissent globalement en baisse de 60 % par rapport à l'an passé. La direction a attesté ces chiffres, qui ne devraient pas manquer d'alimenter la polémique.

En externe d'abord, le sujet des bonus versés aux dirigeants et opérateurs de banques qui ont reçu des aides publiques étant particulièrement brûlant en ce moment. Les affaires des stock-options attribuées aux mandataires sociaux de la Société Générale (qui ont finalement dû y renoncer) et des primes versées

aux traders de CA Cheuvreux viennent d'en témoigner. « *Ne tombons pas dans la caricature, réagit une source interne. S'il est parfaitement normal que l'enveloppe globale des bonus diminue, il ne faut pas mettre tout le monde dans le même panier. Plusieurs traders de Natixis n'ont pas démerité, ils ont dégagé des résultats ou œuvré pour le développement de la banque sur des activités pérennes, il n'est donc pas illégitime qu'ils touchent des primes d'objectif ou des bonus et que la banque cherche à les retenir.* »

Vive polémique en interne

Filiale commune aux Banques Populaires et aux Caisses d'Épargne, Natixis a été très affecté par la crise financière et a accusé en 2008 une perte de 2,8 milliards d'euros. Il a cantonné 31 milliards d'euros d'actifs

toxiques dans une structure gérée de façon indépendante. Natixis a déjà reçu, par l'intermédiaire de ses deux maison-mères, 2 milliards d'euros de fonds propres en décembre dans le cadre de la première injection de fonds publics. Le nouvel ensemble issu des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne, qui détendra 71 % de Natixis, va recevoir 5 milliards d'euros supplémentaires de l'Etat. François Pérol, l'ex-secrétaire général adjoint de l'Élysée, a pris ce mois-ci la présidence du conseil d'administration de Natixis. Les principaux dirigeants des deux banques mutualistes et de leur filiale ont déjà renoncé à leurs bonus. Ils n'ont pas reçu de stock-options.

Mais la polémique est aussi vive en interne, où les opérateurs ont le sentiment d'être traités de façon inéquitable. Les bonus baisseraient ainsi

plus en France, entre 70 et 80 %, que dans le reste du monde, notamment aux Etats-Unis, en raison de l'existence de bonus garantis. Des équipes de traders qui ont réalisé des profits s'estiment lésées. Une bonne partie de l'enveloppe de rémunération variable aurait par ailleurs été distribuée à des traders en partance, les départs s'étant multipliés.

Natixis a déjà officialisé 1.250 suppressions de postes dans l'ensemble du groupe. Aux 800 annoncées l'an dernier s'en sont ajoutées 450 en décembre, uniquement dans les activités BFI, dont 130 en France. Un comité d'entreprise est prévu aujourd'hui à Paris pour discuter de ces 130 départs, et des 166 supplémentaires qui sont prévus dans la filière titres du groupe. Nul doute que le sujet des bonus sera aussi évoqué.

GUILLAUME MAUJEAN